



Monsieur le Directeur,

Le contexte international et les bouleversements géopolitiques récents ont conduit le président à faire ce qu'il sait faire le mieux depuis 8 ans : nous déclarer « en guerre » ! Non plus face à un virus ou à un déclin démographique, non, on peut ranger nos vaccins et calmer nos ardeurs ! Ce coup-ci, c'est de la vraie guerre dont il s'agit et dans laquelle l'inconséquent veut nous plonger ! Et comme à chaque fois qu'il décide d'une croisade à mener, sa source d'argent magique se remet soudainement à couler à flot, alors qu'elle s'était prétendument asséchée pour nos retraites, nos hôpitaux, ou nos salaires ! Mais ne plaisantons pas trop, car cet argent magique qui partira demain dans les poches des profiteurs de guerre, c'est bien le nôtre qui sera ponctionner après-demain sur notre modèle social si nous ne réagissons pas !

Car oui, comme bien souvent avec Macron, les motivations économiques ne sont jamais bien loin. Et si pour certains faire la guerre c'est bien, pour lui, faire des affaires c'est mieux ! C'est donc à grand renfort d'annonces médiatiques qu'une pluie de milliards, tant français qu'européens, vont s'abattre sur une industrie militaire ravie qui n'en demandait pas tant.

Cette aubaine n'en est assurément pas une pour le SIAé, car l'industrie privée saura s'adapter sans mal à la demande et investir massivement dans les moyens de production et une politique RH ambitieuse. Et si notre ministre s'obstine lui, à vouloir rester le grand VRP de l'industrie d'armement française sans un regard ni un geste pour ses établissements et ses personnels, il ne restera bientôt plus rien de l'outil industriel de notre ministère. Heureusement lui pourra toujours se recaser...

Monsieur le directeur, la CGT vous alerte depuis longtemps sur les conséquences désastreuses de cette politique à sens unique et notamment sur les conséquences des démissions dans nos établissements. Elles pourraient s'amplifier dans les mois à venir jusqu'à en devenir fatale pour nos AIA.

Car comment être attractif quand les seules mesures positives pour les salariés, postes supplémentaires en GRVII ou prime d'installation, disparaissent au premier tour de vis budgétaire.

Comment parler d'une avancée sur la Protection sociale complémentaire quand dans le même temps, la loi de financement de la sécurité sociale 2025 rabote 10% des revenus des personnels en arrêt maladie.

Comment ne pas évoquer non plus l'ère glaciaire que traversent nos salaires depuis des années alors que dans le même temps l'inflation n'a de cesse de faire reculer le pouvoir d'achat des agents.

Comment ne pas évoquer l'inexplicable et irrespectueuse attente pour obtenir au final un simple copié-collé des taux d'avancement de 2024, taux que chacun s'accordait déjà à considérer à l'époque comme bien trop insuffisants. Un peu comme si à reproduire chaque année les mêmes erreurs, on pouvait s'attendre un jour à obtenir un résultat différent !

Comment ne pas évoquer aussi les mesures d'un autre temps que représentent les abattements de zones et les différences d'indemnités de résidence.

Comment ne pas évoquer enfin l'avancement indigent des fonctionnaires, ou la suppression de la GIPA, des fois que certains s'habituent à des perpétuels rattrapages de salaires sur... le smic !

Cela est la réalité des agents dans les établissements. Ce constat, monsieur le Directeur, n'est que le fruit d'une politique d'abandon de nos services publics et de leurs agents, au détriment des marchands de canons avec toujours plus de financement public au profit d'une industrie privée insatiable. Dans ce budget de 100 milliards d'euros, combien d'argent sera consacré à la politique sociale des personnels du ministère et notamment de ceux du SIAé. Il est temps de changer le logiciel social de notre ministère ! La CGT et l'ensemble des personnels portent des revendications en terme de salaire, de reconnaissance professionnelle et de conditions de travail.

L'heure n'est plus aux petits pas. Il nous faut des mesures concrètes, il faut se donner les moyens d'une véritable politique sociale afin de pérenniser le statut du SIAé et de ses agents. A moins que votre feuille de route soit toute autre, il en va de la survie de nos AIA !